

Jeudi 17 janvier 2013

Tous à la manif'

Départ à 13h d'Essilor Créteil à la Préfecture



EDITO

Alexandre BOYER
Secrétaire Général

Le Syndicat CGT des Cheminots de Villeneuve-Saint-Georges et ses militants vous présentent leurs meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

Des vœux de Paix, de progrès social, de conquêtes de nouveaux droits, de bonheur et de « Jours Heureux », du nom du programme du Conseil National de la Résistance, qui constitue encore le socle social et républicain français.

2013, l'année de tous les dangers pour le service public SNCF car, comme chacun le sait, nous allons connaître une réforme majeure du système ferroviaire français. Développement et relance du service public ou casse de l'entreprise publique et de notre statut ?

Ce sont notre détermination et notre engagement dans l'action pour défendre « La voie du service public », l'unique projet alternatif qui existe, qui déterminera l'issue de ce débat qui, après les premières annonces du ministre des Transports en novembre dernier, reste largement ouvert... notre action du 25 octobre dernier y est pour quelque chose.

Mais 2013, c'est aussi l'année des premiers débats autour du 4ème paquet ferroviaire européen. Déjà est avancée la libéralisation totale du rail en 2019.

Ce sera aussi le 3ème acte de la Loi de Décentralisation. Selon les parlementaires communistes qui ont dévoilé le projet, 29 lignes sont menacées : les Trains d'Equilibre du Territoire (TET) sont des circulations qui doivent rester sous l'autorité de l'Etat, quels que soient les parcours et les villes desservies. Le réseau ferré ne peut être fractionné car il s'inscrit dans un maillage territorial de logique nationale.

Le Medef est à l'offensive pour passer au pilon le Code du Travail, pour écraser les salaires, casser les emplois et une nouvelle fois remettre en cause le régime de retraite par répartition, système solidaire et intergénérationnel.

Le gouvernement quant à lui, dans les contraintes du Traité européen qu'il vient de signer avec la Droite, nous impose l'austérité.

Nous ne sommes pas responsables de la crise, nous ne paierons pas et continuons à combattre l'austérité alors que les actionnaires détournent l'argent du travail des salariés pour spéculer encore et encore.

Un vote massif CGT, le 5 février prochain sonnera comme un coup de tonnerre dans le ciel des libéraux et ils sauront compter sur nous au quotidien pour améliorer le service public et nos conditions sociales !

Pour sortir de la crise et des logiques d'austérité, il y a nécessité de créer les conditions du développement de l'emploi, de l'augmentation des salaires, d'améliorer notre système de protection sociale, de développer les services publics et notre potentiel industriel. Il y a urgence à répartir autrement les richesses. C'est ce que les salariés portent dans les nombreuses luttes actuelles. C'est le cas pour notre département autour des SANOFI, cheminots de VSG, ouvriers du livre, personnels de la santé, de l'éducation nationale et bien d'autres. D'autres choix sont possibles que l'austérité de gauche et les thèses patronales. Elles appellent un tout autre rapport de forces, une convergence des luttes entre salariés, chômeurs et retraités. **Sur propositions de l'Union Départementale CGT, Solidaires 94, la FSU 94 et la CFTC 94 appellent à manifester le jeudi 17 janvier prochain contre l'austérité, pour l'emploi et les salaires.**

En s'engageant dans cette journée d'action, les cheminots de Villeneuve/Valenton revendiqueront :

⇒ **L'organisation d'un moratoire sur la politique du fret sur le site ferroviaire de Villeneuve/Valenton.** En effet, notre site ferroviaire a été et est durement touché par la casse lente et continue de l'activité de transport de marchandise depuis 2003. Nous sommes disponibles pour débattre et mettre en œuvre nos propositions pour le développement de l'activité fret et de son triage de Villeneuve.

⇒ **La pérennité du cabinet médical de Villeneuve-Prairie.** Alors que les horaires décalés se multiplient dans tous les services, que se manipulent des produits dangereux, que les réorganisations et restructurations ont un impact sur la qualité de vie au travail, affaiblir la prévention de la Santé au travail des cheminots est inacceptable. Attaquer le cabinet médical de Villeneuve-Prairie, c'est attaquer la Santé de l'ensemble des cheminots du site ferroviaire, c'est attaquer un chapitre entier de notre Statut, c'est remettre en cause notre protection sociale spécifique. Nous avons connu la fermeture du cabinet du Dépôt et ses impacts, plus jamais ça ! Le cabinet médical de Villeneuve-Prairie doit vivre, il doit être pérennisé.

⇒ **L'ouverture de négociations salariales pour 2013 dès le mois de janvier.** Depuis des années, la direction de la SNCF, avec la collaboration de ses organisations porteplumes, affaiblit le pouvoir d'achat des cheminots. Ça suffit ! Alors que les dépenses obligatoires explosent (singulièrement dans les secteurs d'activité privatisés), tout comme les loyers, il faut augmenter les salaires. 1700€ bruts à l'embauche, 6% d'augmentation immédiate et un rattrapage sur ce qu'il nous manque en 2012 doivent être les premières mesures prises en 2013.

⇒ **le maintien des emplois au cadre permanent sur notre site ferroviaire :** - 10 à l'Exploitation (Sol&Rail), -38 à l'UO Voitures du Technicentre, mutations en nombre chez les ADC et incertitudes quant à l'organigramme 2013 au Technicentre Sud Est Européen, manque de personnel dans les brigades territoriales à l'Équipement, les moyens humains existent et sont nécessaires pour assurer un service public de qualité et garantir la sécurité des circulations et des cheminots. Nous exigeons des embauches et comme nous l'avons déjà fait réorganiserons des bureaux d'embauches dans le 94.

⇒ **une autre organisation de la production :** nous défendons, sur la base de la réalité de ce qui se fait sur le terrain et sur la nécessité de réponse aux besoins, la création d'un établissement Traction multi activité (assurant des charges différentes offrirait souplesse, réaction, baisse des coûts de production et permettrait une évolution de carrière pour les ADC de la desserte à ligne rapide et longue distance) et d'un établissement Exploitation composée d'UO par activités et d'une réserve transverse. Multi activité que nous revendiquons aussi pour le Technicentre : nous nous battons pour un établissement qui maîtrise une charge diverse et variée de matériels roulants et combattons toutes les gestions par activité telles qu'elle semble se dessiner pour l'activité Transilien, que ce soit au Matériel, à la Traction, au Commercial Voyageur ou au Train. Au TSEE et à l'Infrapôle PSE, il faut en finir avec le développement du travail de nuit qui ne sert qu'à augmenter la productivité au détriment des conditions de travail des cheminots.

Des préavis de grève couvrant la période du 16 janvier 20h au 18 janvier 8h ont été déposés au TMV, à Sol&Rail et à Combi-Express



PRIORITÉ À L'ACTION POUR L'EMPLOI

Le Président de la République, dans ses vœux à la Nation, a présenté l'emploi comme une grande cause nationale pour l'année 2013 et invite les partenaires sociaux à trouver des compromis novateurs pour lutter contre la précarité du travail.

Les négociations en cours avec le MEDEF sur la sécurisation de l'emploi, prélude à un projet de loi, visent au contraire à flexibiliser d'avantage l'organisation du travail et à précariser encore plus les salariés.

Les dernières propositions du MEDEF (création d'un CDI « mission » à durée limitée, chantage entre mobilité ou licenciement, systématisation des accords compétitivité/emploi, réduction des droits des salariés à obtenir réparation associée à une remise en cause des prérogatives des CE et CHSCT) en disent long sur leur volonté de remettre en cause le droit du travail en France.

Pour le MEDEF, le changement de cap, ce n'est pas pour maintenant !

La mobilisation de tous les salariés dans le cadre des négociations, mais aussi au cours du débat parlementaire est urgente et nécessaire.

En effet, toutes les attaques contre le droit du travail ont inévitablement un impact sur les statuts particuliers et donc sur celui des cheminot(e)s.

Une nouvelle régression du droit du travail aura des répercussions sur les discussions qui vont s'ouvrir sur le volet social de la réforme du système ferroviaire.

Nous pouvons aussi compter sur une direction SNCF arc-boutée sur une vision mercantile du service public ferroviaire pour mettre en œuvre ces éventuelles dispositions et remettre en cause nos droits acquis par la lutte.

La mise en œuvre des emplois d'avenir au sein de l'EPIC SNCF en est un exemple. Si la CGT accueille favorablement l'arrivée de 500 jeunes d'ici 2014 avec l'objectif de les recruter ensuite au cadre permanent, la volonté de la direction de n'appliquer qu'une partie de la loi relève de la provocation. Il en est ainsi du refus de procéder au recrutement avant le délai maximal de 36 mois et de pérenniser les missions confiées aux jeunes. Pire, la direction envisage même pour certains d'entre eux de les faire passer par la case alternance à l'issue de la période emploi d'avenir !

Rien d'étonnant quand on sait que ces contrats sont financés en partie par l'Etat.

Tout est bon pour maîtriser la masse salariale et assurer la production à moindre coût.

La SNCF a présenté son budget prévisionnel 2013 aux CCE et CA du mois de décembre 2012. Budget pour lequel la CGT a voté contre.

Un budget placé sous le sceau de l'austérité pour les salariés et les usagers qui vont payer les conséquences en termes de service public, de réponse aux besoins et de conditions de travail.

Fin 2012, 1044 emplois auront été supprimés, selon les chiffres de la direction. Nous sommes bien loin des annonces du président PEPY sur la stabilité des effectifs ! La CGT avait raison de les qualifier « d'enfumage médiatique ».

Concernant 2013, la direction prévoit de supprimer 1086 emplois. Ces suppressions sont principalement issues du fret - 1073. En 5 ans, le niveau des effectifs au fret aura baissé de 5600 unités sans pour autant conduire à un développement de l'activité, alors que la direction du fret prétendait le contraire.

Ainsi plus de 10 000 emplois au sein de l'EPIC SNCF auront été supprimés depuis l'arrivée de Guillaume PEPY à sa tête.

Malgré tout, les cheminot(e)s, aux côtés de la CGT, auront permis par leurs actions de freiner les velléités de la direction en obligeant la SNCF à recruter plus que ce qu'elle avait prévu. Ainsi 1062 embauches supplémentaires en 2011 et 900 en 2012 auront été arrachées aux dirigeants de la SNCF.

Au-delà des chiffres, le budget prévisionnel 2013 consacre une politique des ressources humaines et donc de l'emploi axée principalement sur la maîtrise de la masse salariale, la productivité du travail et la malléabilité des salariés.

Ainsi l'ensemble des branches et domaines de l'entreprise entendent augmenter la productivité, développer la polyvalence, la poly-compétence, les détachements longue durée entre les établissements, les équipes dites mobiles, les parcours professionnels au niveau du groupe SNCF, le recours à la sous-traitance et à l'intérim

Ces orientations vont inexorablement conduire à une dégradation du service public ferroviaire, des conditions de vie et de travail des cheminot(e)s.

C'est pourquoi il est nécessaire, alors que vont s'ouvrir des discussions sur le futur système ferroviaire, de faire, dès ce début d'année, de l'emploi à statut une priorité revendicative.



LE RASSEMBLEMENT NATIONAL DU 31 JANVIER 2013 DEVANT LE MINISTRE DES TRANSPORTS PORTERA L'EXIGENCE D'UNE REVISION A LA HAUSSE DU BUDGET EMPLOI DE L'EPIC SNCF POUR PERMETTRE UN DEVELOPPEMENT DU SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE MARCHANDISES ET VOYAGEURS REpondant AUX BESOINS DE LA NATION.

RASSEMBLEMENT national des cheminots Jeudi 31 janvier 2013

En se rassemblant massivement ce jour là devant le Ministère des Transports, imposons au gouvernement une autre feuille de route, une autre politique économique et sociale à la SNCF.

Alors que le budget 2013 de la SNCF confirme les néfastes orientations de ces 5 dernières années sur le fret, l'organisation verticale de l'entreprise, l'affaiblissement de l'EPIC, la casse des conditions sociales, la baisse de l'emploi et l'augmentation de sa précarisation, les détériorations des conditions de travail, etc... le gouvernement se veut rassurant sur le contenu d'une réforme allant dans le sens de l'intérêt des usagers et des cheminots.

Par ce rassemblement, nous voulons imposer au gouvernement une autre feuille de route à la SNCF permettant d'améliorer le service public voyageur et marchandise ainsi que nos conditions de vie et de travail.

Un préavis de grève régional couvrira les cheminots de la région de Paris Sud Est.

Qualité, sens et organisation du travail... La CGT vous donne la parole

Dans quelques jours, les militants de la CGT, dans tous les chantiers du site vous proposeront de remplir un questionnaire sur votre place dans le travail.

Qualité du travail, sens et finalité du travail, moyens pour bien faire son travail, reconnaissance du travail, organisation du travail... qui mieux que chaque cheminots peut parler de son poste de travail ?

Vos réponses et surtout vos propositions pour améliorer l'organisation du travail nous permettront de porter partout des projets revendicatifs répondant aux besoins des usagers de la SNCF et à l'amélioration de nos conditions de vie et de travail.

Cheminots de tous métiers, de toutes grades, à vos stylos !

Elections Très Petites Entreprises

Pour la première fois, les salariés des entreprises de moins de 11 salariés étaient appelés à voter pour des syndicats et donner ainsi une représentativité.

Le résultats de ces élections place très largement la CGT en tête avec 29,54% des voix.

La deuxième organisation, la CFDT est à 10 points avec 19,26 %. Viennent ensuite FO avec 15,25 %, la CFTC avec 14,19%, l'UNSA avec 6,69% et Solidaires avec 3,90%.

465 756 électeurs et électrices se sont exprimés malgré tous les obstacles.



Dans l'agenda...

17 janvier : Manifestation départementale contre l'austérité, pour l'emploi et les salaires. Départ en commun à 12h30 au poste de garde.

24 janvier : débat sur l'avenir du service public en présence de Gilbert GARREL, secrétaire général de la fédération CGT des Cheminots, 17h30, salle du CER, rue Traversière, Paris 12.

31 janvier : Rassemblement national des cheminots devant le ministère des Transports

5 février : Election au CA de la SNCF

